

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITÉ DE TOURS
Séance du 27 septembre 2021**DÉLIBÉRATION n°2021-80**

Le conseil d'administration s'est réuni le lundi 27 septembre 2021 en séance plénière, sur convocation du Président de l'université, adressée le vendredi 17 septembre 2021.

Point de l'ordre du jour :

4.6. Exonération partielle des droits d'inscription des étudiants internationaux pour l'année universitaire 2022 – 2023.

.....

Vu le code de l'éducation, notamment l'article R. 719-50,
Vu l'arrêté du 19 avril 2019 modifié relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
Vu les statuts de l'université de Tours,
Vu l'avis de la commission des moyens du 17 septembre 2021,

Exposé de la décision :

Conformément à l'article R. 719-50 du code de l'éducation, la décision d'exonération partielle ou totale des droits d'inscriptions des étudiants est prise par le Président de l'université en application du dispositif fixé par le conseil d'administration.

Proposition de décision soumise au conseil :

En vertu de l'article R. 719-50, alinéa 2, du code de l'éducation modifié par le décret n°2019-334 du 19 avril 2019, le Président de l'université est autorisé à exonérer partiellement, pour l'année universitaire 2022-2023, le montant annuel des droits d'inscription des usagers mentionnés à l'article 8 de l'arrêté du 19 avril 2019 modifié susvisé, dans la limite de 10% des étudiants inscrits. En d'autres termes, le montant annuel des droits d'inscription acquitté par ces usagers pour l'année universitaire 2022-2023 est identique à celui prévu au tableau 1 annexé à l'arrêté du 19 avril 2019 modifié susvisé, au lieu et place du tableau 2 annexé au même arrêté.

La demande d'inscription à l'université de Tours des étudiants visés à l'alinéa précédent vaut demande d'exonération partielle des droits d'inscription.

Il est par ailleurs rappelé que peuvent être exonérés totalement ou partiellement des droits d'inscriptions les étudiants accueillis dans le cadre :

- des accords conclus entre l'établissement et des établissements d'enseignement supérieur étrangers en application de l'article L 123-7-1 du code de l'éducation, lorsque ces accords approuvés par le conseil d'administration de l'établissement prévoient l'exonération des droits d'inscription ;
- de programmes européens ou internationaux d'accueil d'étudiants en mobilité internationale, et exonérés en application de ces conventions ou programmes.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration approuve la présente décision, comme suit :

Nombre de membres constituant le conseil :	36
Quorum :	18
Nombre de membres participant à la délibération :	28
Abstentions :	0
Votes exprimés :	28
Pour :	28
Contre :	0

Pièces jointes :

- arrêté du 19 avril 2019 modifié relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- éléments de contexte ;
- typologie des exonérations pratiquées dans les universités françaises.

Fait à Tours, le 29 septembre 2021

Le Président,

A. Giacometti

Arnaud Giacometti

Classée au registre des délibérations du conseil d'administration, consultable au secrétariat de la direction des affaires juridiques

Délibération publiée sur le site internet de l'université le :

30 SEP. 2021

Transmise au Recteur le : 30 SEP. 2021



Arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur

i Dernière mise à jour des données de ce texte : 29 août 2021

NOR : ESRS1906922A

JORF n°0095 du 21 avril 2019

Version en vigueur au 30 septembre 2021

Le ministre de l'action et des comptes publics, la ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et la ministre des outre-mer,
Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 612-1, L. 613-1, L. 613-2, L. 719-4, R. 632-5, R. 719-48 à R. 719-50, D. 611-19, D. 612-2 à D. 612-8, D. 612-29, D. 613-1 à D. 613-7, D. 635-5, D. 714-38, D. 719-182 et D. 719-183 ;
Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
Vu le code de la santé publique, notamment son article D. 4332-2 ;
Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son article D. 241-1 ;
Vu la loi de finances n° 51-598 du 24 mai 1951, notamment son article 48 ;
Vu l'arrêté du 22 avril 1988 modifié relatif au montant des frais annuels de scolarité exigés des candidats au diplôme d'Etat de sage-femme ;
Vu l'arrêté du 5 juin 2007 portant organisation des études en vue de l'obtention du diplôme national d'œnologue ;
Vu l'arrêté du 21 avril 2017 relatif aux connaissances, aux compétences et aux maquettes de formation des diplômés d'études spécialisées et fixant la liste de ces diplômes et des options et formations spécialisées transversales du troisième cycle des études de médecine ;
Vu l'avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du 11 mars 2019,
Arrêtent :

Chapitre Ier : Dispositions générales (Articles 1 à 2)

Article 1

Les montants annuels des droits d'inscription acquittés à compter de l'année universitaire 2019-2020 dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, non compris les établissements sous tutelle conjointe relevant du deuxième alinéa de l'article L. 123-1 du code de l'éducation, par les usagers qui y préparent des diplômes nationaux et des titres d'ingénieurs diplômés ainsi que par les usagers mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation, sont fixés conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2

Modifié par Arrêté du 17 juin 2021 - art. 1

Les montants des droits d'inscription sont indexés chaque année à compter de l'année universitaire 2022-2023 en fonction de l'indice national des prix à la consommation hors tabac constaté par l'Institut national de la statistique et des études économiques pour la France pour l'année civile précédente. L'indice est mesuré au mois de janvier précédent l'année universitaire concernée. L'indice de référence est celui mesuré en janvier 2021.

Les montants sont arrondis à l'euro le plus proche. Si le chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi s'effectue à l'unité inférieure. Si le chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi s'effectue à l'unité supérieure.

Chapitre II : Montant et conditions d'application des droits d'inscription (Articles 3 à 19)

Article 3

Les montants annuels des droits d'inscription sont fixés conformément au tableau 1 annexé au présent arrêté pour les usagers qui satisfont à l'une des conditions ci-après :

1° Etre ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ;
2° Etre titulaire d'un titre de séjour portant la mention « Carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union/EEE/Suisse » ;
3° Etre titulaire d'une carte de résident délivrée dans les conditions fixées au chapitre IV du titre Ier du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ou être titulaire d'un titre de même nature délivré dans le cadre d'un accord international applicable à la République française ou être un mineur âgé de moins de dix-huit ans et descendant direct ou à charge du bénéficiaire de l'une de ces cartes ;
4° Etre fiscalement domicilié en France ou être rattaché à un foyer fiscal domicilié en France depuis au moins deux ans, au 1er janvier précédant le début de l'année universitaire au titre de laquelle l'inscription est demandée ;
5° Etre bénéficiaire du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire ou être une personne dont le père, la mère ou le tuteur légal bénéficie de ce statut ou de cette protection ;
6° Etre ressortissant d'un Etat ayant conclu un accord international applicable à la République française prévoyant l'acquittement de droits d'inscription identiques à ceux applicables aux ressortissants français ou dispensant les ressortissants de cet Etat de l'obligation de détenir un titre de séjour en France.

Article 4

Les élèves inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles d'un lycée public et qui s'inscrivent dans un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel en application de l'article D. 612-29 du code de l'éducation acquittent les montants des droits au taux plein fixés dans le tableau 1.

Article 5

Modifié par Arrêté du 17 juin 2021 - art. 1

Les usagers inscrits en doctorat, à l'habilitation à diriger des recherches et aux diplômes sanctionnant les formations dispensées au cours du troisième cycle des études médicales, odontologiques et pharmaceutiques à l'exception des cycles courts acquittent les montants des droits fixés dans le tableau 1.

Les usagers régulièrement inscrits en doctorat au titre de l'année universitaire 2018-2019 qui soutiennent leur thèse entre le 1er septembre 2019 et le 31 décembre 2019 n'acquittent aucun droit d'inscription au titre de l'année universitaire 2019-2020.

Les usagers régulièrement inscrits en doctorat à partir de l'année universitaire 2019-2020 qui soutiennent leur thèse entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année universitaire suivante n'acquittent aucun droit d'inscription au titre de cette nouvelle année universitaire.

Les usagers régulièrement inscrits en troisième cycle d'études médicales à compter de l'année universitaire 2020-2021 qui soutiennent la thèse d'exercice prévue à l'article R. 632-23 du code de l'éducation entre le 1er septembre et le 31 décembre de l'année universitaire suivante n'acquittent aucun droit d'inscription au titre de cette nouvelle année universitaire.

Article 6

Les montants des droits fixés dans le tableau 1 pour les écoles centrales constituées sous la forme d'une école extérieure aux universités et l'école des mines de Nancy de l'université de Lorraine s'appliquent aux usagers inscrits à compter de la rentrée universitaire 2018-2019 dans un cursus de formation d'ingénieur de ces écoles.

Article 7

Lorsque l'utilisateur qui remplit l'une des conditions fixées aux articles 3 à 6 en fait la demande au moment de son inscription, le versement en trois fois du montant des droits d'inscription peut être autorisé par l'établissement. Chaque versement est égal à un tiers de ce montant. Le premier versement est acquitté lors de l'inscription, et les deuxième et troisième versements respectivement au cours des premier et deuxième mois suivant celui de l'inscription.

Article 8

Les montants annuels des droits d'inscription des usagers qui ne remplissent pas l'une des conditions posées aux articles 3 à 6 sont fixés conformément au tableau 2 annexé au présent arrêté.
Lorsque l'utilisateur en fait la demande au moment de son inscription, le versement en plusieurs fois du montant des droits d'inscription peut être autorisé par l'établissement. Le premier versement est acquitté lors de l'inscription.

Article 9

La part des droits d'inscription affectée au service commun de documentation est fixée par le conseil d'administration de

l'établissement. Elle ne peut être inférieure à 34 €.

Article 10

Lorsqu'un usager s'inscrit dans plusieurs des établissements qui relèvent du présent arrêté, afin de préparer simultanément plusieurs diplômes distincts, il acquitte, à raison de chaque diplôme, les droits prévus par le présent arrêté.

Article 11

Lorsqu'un usager prépare dans un même établissement plusieurs diplômes, il acquitte les premiers droits d'inscription au taux plein et les autres droits d'inscription au taux réduit. Le taux plein et le taux réduit sont définis conformément aux tableaux figurant en annexe du présent arrêté.

Lorsque les droits d'inscription qui doivent être acquittés sont d'un montant différent, le taux plein s'applique au montant le plus élevé.

Par dérogation aux deux alinéas précédents, les usagers qui sont autorisés, sans avoir totalement validé une année d'études, à s'inscrire dans l'année d'études supérieure, acquittent seulement les droits afférents à l'année d'études dans laquelle ils ont été autorisés à s'inscrire.

Article 12

Lorsqu'un étudiant inscrit dans une formation initiale d'enseignement supérieur bénéficie d'une suspension temporaire des études en application de l'article D. 611-19 du code de l'éducation, il s'acquitte du taux réduit relatif au diplôme concerné.

Article 13

Un usager inscrit en première année de licence ou en première année commune aux études de santé qui bénéficie, à l'issue du premier semestre, d'une réorientation dans le même établissement, n'acquitte pas de nouveaux droits d'inscription. En cas de réorientation de l'usager inscrit en première année de licence ou en première année commune aux études de santé dans un autre établissement d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, l'établissement d'origine reverse à l'établissement d'accueil la moitié des droits d'inscription acquittés par l'usager. Dans ce cas, l'inscription annuelle prise dans l'établissement d'origine est valable dans l'établissement d'accueil.

Article 14

Lorsque la préparation d'un diplôme mentionné dans le présent arrêté est organisée conjointement par deux établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur, les usagers qui s'y inscrivent, acquittent les droits d'inscription auprès de l'établissement désigné par la convention de collaboration conclue entre les établissements concernés.

Article 15

En cas de transfert d'inscription dans un autre établissement relevant du présent arrêté, dans les conditions prévues par l'article D. 612-8 du code de l'éducation, l'inscription annuelle prise dans l'établissement de départ est valable dans l'établissement d'accueil. L'établissement de départ reverse le montant des droits à l'établissement d'accueil, sous réserve d'une somme de 23 € lui restant acquise au titre des actes de gestion nécessaires à l'inscription et à son transfert. Lorsque ce transfert s'opère à la fin du premier semestre d'une année universitaire ou après ce semestre, l'établissement de départ reverse la moitié des droits d'inscription à l'établissement d'accueil.

Article 16

Les droits d'inscription sont annuels.

Lorsque le parcours de formation de l'usager le justifie, les établissements peuvent percevoir les droits d'inscription par semestre correspondant à la moitié des montants fixés par le présent arrêté.

Article 17

Les étudiants sont exonérés du paiement des droits d'inscription dans les conditions prévues par les articles R. 719-49 à R. 719-50-1 du code de l'éducation.

Article 18

Indépendamment des cas de transfert prévus à l'article 15, le remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription dans un établissement public d'enseignement supérieur avant le début de l'année universitaire est de droit, sous réserve d'une somme de 23 € restant acquise à l'établissement au titre des actes de gestion nécessaires à l'inscription. La demande de remboursement doit parvenir à l'établissement avant le début de l'année universitaire considérée. Les demandes de remboursement des droits d'inscription des usagers renonçant à leur inscription après le début de l'année universitaire sont soumises à une décision du chef d'établissement prise en application de critères généraux définis par le conseil d'administration. En cas de décision de remboursement des droits d'inscription, qui peut être partiel, une somme de 23 € reste acquise à l'établissement au titre des actes de gestion nécessaires à l'inscription.

Article 19

Le conseil d'administration des établissements relevant du présent arrêté détermine les montants annuels des droits exigés pour l'inscription à la préparation des diplômes organisés sous leur responsabilité, en application de l'article L. 613-2 du code de l'éducation.

Chapitre III : Dispositions transitoires et finales (Articles 20 à 23)

Article 20

Le présent arrêté prend effet à compter de l'année universitaire 2019-2020. Les usagers ne relevant pas d'une des catégories mentionnées à l'article 3 ayant débuté leur formation en France avant la rentrée universitaire 2019 dans un établissement défini à l'article 1er pour préparer un diplôme national ou un diplôme d'établissement ou dans un centre de français langue étrangère acquittent les montants des droits d'inscription fixés pour les usagers relevant d'une des catégories mentionnées à l'article 3 jusqu'à la fin de leurs études effectuées sans discontinuité dans un de ces établissements.

Article 21

A modifié les dispositions suivantes

- Abroge Arrêté du 21 août 2018 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - Annexe (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 11 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 12 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 13 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 14 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 15 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 17 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 18 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 8 (VT)
- Abroge Arrêté du 21 août 2018 - art. 9 (VT)

Article 22

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent dans les îles Wallis et Futuna, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

Article 23

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Article

Modifié par Arrêté du 23 août 2021 - art. 1

Montant des droits d'inscription à compter de l'année universitaire 2019-2020 pour les usagers relevant des articles 3 à 6 du présent arrêté		
Catégorie d'usagers	Montants en euros	
Elèves inscrits dans une classe préparatoire aux grandes écoles d'un lycée public préparant un diplôme national de premier cycle	170 €	
Usagers préparant un diplôme national relevant du premier cycle	Taux	Taux réduit
Certificat de capacité en droit	170 €	113 €
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)		
Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST)		
Diplôme universitaire de technologie (DUT)		
Diplôme national de technologie spécialisé (DNST)		
Diplôme national de guide-interprète national		
Licence		
Licence professionnelle		
Diplôme de formation générale en sciences médicales (DFGSM)		
Diplôme de formation générale en sciences pharmaceutiques (DFGSP)		
Diplôme de formation générale en sciences odontologiques (DFGSO)		
Diplôme de formation générale en sciences maïeutiques (DFGSMa)		
Usagers préparant un diplôme national relevant du deuxième cycle	Taux	Taux réduit
Diplôme national de master	243 €	159 €
Diplôme de recherche technologique		
Diplôme national d'œnologie		
Diplôme de formation approfondie en sciences médicales (DFASM)		
Diplôme de formation approfondie en sciences pharmaceutiques (DFASP)		
Diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques (DFASO)		
Diplôme d'Etat de sage-femme		
Diplôme d'Etat d'infirmier en pratique avancée		
Diplôme d'Etat de paysagiste	601 €	401 €
Usagers préparant un diplôme d'ingénieur	Taux	Taux réduit
Etudiants admis en cycle préparatoire (Bac + 2) de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne, école interne de l'Ecole Centrale de Lyon et étudiants inscrits à l'Ecole nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne avant le 1er janvier 2021	601 €	401 €
Etudiants préparant le diplôme d'ingénieur y compris à l'Ecole nationale supérieure de Chimie de Lille, école interne de Centrale Lille Institut et, pour les écoles mentionnées ci-dessous, ayant débuté leur cursus avant le 1er septembre 2018	601 €	401 €
Cursus de formation d'ingénieur débuté à compter du 1er septembre 2018,2019 ou 2020 dans les écoles centrales dont Centrale Lille		

Institut, constitués sous la forme d'une école extérieure aux universités, et à l'école des mines de Nancy	2 500 €	1 667 €
Usagers préparant un diplôme national relevant du troisième cycle	Taux	Taux réduit
Doctorat	380 €	253 €
Habilitation à diriger des recherches		
Usagers préparant un diplôme sanctionnant les formations dispensées au cours du troisième cycle des études médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Taux	Taux réduit
Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire dans le cadre du troisième cycle court (y compris thèse)	243 €	159 €
Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie dans le cadre du troisième cycle court (y compris thèse)		
Diplôme d'Etat de docteur en médecine/Diplôme d'études spécialisées (DES) de médecine (y compris thèse)		
Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie/Diplôme d'études spécialisées (DES) de pharmacie (y compris thèse)	502 €	335 €
Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire/Diplôme d'études spécialisées (DES) de chirurgie dentaire (y compris thèse)		
Option ou formation spécialisée transversale (1)	502 €	335 €
Thèse conduisant au Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie et chirurgie dentaire dans le cadre du 3e cycle long (2)	380 €	253 €
Thèse conduisant au Diplôme d'Etat de docteur en médecine (2 bis)	380 €	253 €
Usagers préparant un diplôme d'études spécialisées complémentaires de santé	Taux	Taux réduit
Diplôme d'études spécialisées complémentaires de médecine et de biologie médicale (3)	502 €	335 €
Usagers mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation	Taux	Taux réduit
Candidats mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation	243 €	159 €
Usagers préparant un autre diplôme paramédical	Taux	Taux réduit
Certificat de capacité d'orthoptiste	330 €	220 €
Diplôme d'Etat d'audioprothésiste	466 €	311 €
Certificat de capacité d'orthophoniste	539 €	359 €
Diplôme d'Etat de psychomotricien	1 316 €	877 €
Usagers préparant un diplôme d'Etat de docteur vétérinaire	Taux	Taux réduit
Diplôme d'Etat de docteur vétérinaire	159 €	106 €
Usagers préparant un diplôme d'architecture	Taux	Taux réduit
Diplôme d'architecture et habilitation de l'architecte diplômé d'Etat à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre délivrés par l'institut national des sciences appliquées de Strasbourg	Droits d'inscription des écoles nationales supérieures d'architecture fixés par arrêté des ministres chargés de la culture et du budget	
(1) Pour les seuls DES dont la durée est inférieure ou égale à 4 ans ainsi que l'option réanimation pédiatrique du DES de pédiatrie et l'option radiologie interventionnelle avancée du DES de radiologie et imagerie médicale (cf art. 6 arrêté 21 avril 2017)		
(2) Dans le cas où la préparation et le passage de la thèse s'effectuent après la fin du troisième cycle.		

(2 bis) Dans le cas où la préparation et le passage de la thèse s'effectuent après la fin du troisième cycle de médecine pour les étudiants relevant de l'ancien régime antérieur à 2017 et pour les étudiants de médecine générale relevant de l'ancien comme du nouveau régime.

(3) Dans le cas où la préparation de ce diplôme s'effectue après la fin du troisième cycle.

Période de césure : droits applicables correspondant au taux réduit du diplôme.

TABLEAU 2

Montant des droits d'inscription à compter de l'année universitaire 2019-2020 pour les étudiants en mobilité internationale relevant de l'article 8 du présent arrêté		
Catégorie d'usagers	Montants en euros	
Usagers préparant un diplôme national relevant du premier cycle	Taux	Taux réduit
Certificat de capacité en droit	2 770 €	1 846 €
Diplôme d'accès aux études universitaires (DAEU)		
Diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST)		
Diplôme universitaire de technologie (DUT)		
Diplôme national de technologie spécialisé (DNST)		
Diplôme national de guide-interprète national		
Licence		
Licence professionnelle		
Diplôme de formation générale en sciences médicales (DFGSM)		
Diplôme de formation générale en sciences pharmaceutiques (DFGSP)		
Diplôme de formation générale en sciences odontologiques (DFGSO)		
Diplôme de formation générale en sciences maïeutiques (DFGSMa)		
Usagers préparant un diplôme national relevant du deuxième cycle	Taux	Taux réduit
Diplôme national de master	3 770 €	2 513 €
Diplôme de recherche technologique		
Diplôme national d'œnologie		
Diplôme de formation approfondie en sciences médicales (DFASM)		
Diplôme de formation approfondie en sciences pharmaceutiques (DFASP)		
Diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques (DFASO)		
Diplôme d'Etat de sage-femme		
Diplôme d'Etat d'infirmier en pratique avancée		
Diplôme d'Etat de paysagiste	Taux	Taux réduit
Usagers préparant un diplôme d'ingénieur		

Etudiants en cycle préparatoire intégré ou assimilé (2 ans)	2 770 €	1 846 €
Etudiants en cycle ingénieur (3 ans)	3 770 €	2 513 €
Usagers préparant un diplôme sanctionnant les formations dispensées au cours du troisième cycle des études médicales, odontologiques et pharmaceutiques	Taux	Taux réduit
Diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire dans le cadre du troisième cycle court (y compris thèse)	3 770 €	2 513 €
Diplôme d'Etat de docteur en pharmacie dans le cadre du troisième cycle court (y compris thèse)		
Usagers préparant un diplôme d'études spécialisées complémentaires de santé	Taux	Taux réduit
Diplôme d'études spécialisées complémentaires de médecine et de biologie médicale (1)	3 770 €	2 513 €
Usagers mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation	Taux	Taux réduit
Usagers mentionnés au 2° de l'article R. 632-5 du code de l'éducation	3 770 €	2 513 €
Usagers préparant un diplôme paramédical de niveau licence	Taux	Taux réduit
Certificat de capacité d'orthoptiste	2 770 €	1 846 €
Diplôme d'Etat d'audioprothésiste		
Diplôme d'Etat de psychomotricien		
Usagers préparant un diplôme paramédical de niveau master	Taux	Taux réduit
Certificat de capacité d'orthophoniste	3 770 €	2 513 €
Usagers préparant un diplôme d'Etat de docteur vétérinaire	Taux	Taux réduit
Diplôme d'Etat de docteur vétérinaire	2 770 €	1 846 €
Usagers préparant un diplôme d'architecture	Taux	
Diplôme d'architecture et habilitation de l'architecte diplômé d'Etat à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre délivrés par l'institut national des sciences appliquées de Strasbourg	Droits d'inscription des écoles nationales supérieures d'architecture fixés par arrêté des ministres chargés de la culture et du budget	
(1) Dans le cas où la préparation de ce diplôme s'effectue après la fin du troisième cycle.		
Période de césure : droits applicables correspondant au taux réduit du diplôme.		

Fait le 19 avril 2019.

La ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation,
Frédérique Vidal

Le ministre de l'action et des comptes publics,
Gérald Darmanin

La ministre des outre-mer,
Annick Girardin

Proposition d'exonération partielle générale des étudiants étrangers

Historique

- Stratégie « Bienvenue en France » annoncée par le Gouvernement en novembre 2018 mise en oeuvre par [l'arrêté du 19 avril 2019](#)
- Prévoit des frais d'inscription majorés pour les étudiants étrangers inscrits à titre individuel
 - 2770 euros en Licence
 - 3770 euros en master

Champ d'application

Ces frais différenciés **s'appliquent** :

- aux diplômes de licence/master et aux titres d'ingénieurs,
- aux diplômes délivrés dans les établissements relevant exclusivement du ministre chargé de l'enseignement supérieur,
- Pour les étudiants non inscrits dans un de ces établissements en 2017-2018

Champ d'application

Ces frais différenciés **ne s'appliquent pas** aux situations listées à l'article 3 de [l'arrêté du 19 avril 2019](#) :

- ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse ;
- titulaire d'un titre de séjour portant la mention « Carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union/EEE/Suisse » ;
- titulaire d'une carte de résident délivrée dans les conditions fixées au chapitre IV du titre 1er du livre III du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ou titulaire d'un titre de même nature délivré dans le cadre d'un accord international applicable à la République française ou être un mineur âgé de moins de dix-huit ans et descendant direct ou à charge du bénéficiaire de l'une de ces cartes ;
- Personne fiscalement domiciliée en France ou rattachée à un foyer fiscal domicilié en France depuis au moins deux ans, au 1er janvier précédant le début de l'année universitaire au titre de laquelle l'inscription est demandée ;
- bénéficiaire du statut de réfugié ou de la protection subsidiaire ou personne dont le père, la mère ou le tuteur légal bénéficie de ce statut ou de cette protection
- ressortissant d'un Etat ayant conclu un accord international applicable à la République française prévoyant l'acquittement de droits d'inscription identiques à ceux applicables aux ressortissants français ou dispensant les ressortissants de cet Etat de l'obligation de détenir un titre de séjour en France.

Exonération totale ou partielle possible

Article R719-50 code de l'éducation

Peuvent en outre bénéficier d'une exonération du paiement des droits d'inscription:

1° Les étudiants qui en font la demande en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi ;

2° Les étudiants dont l'inscription répond aux orientations stratégiques de l'établissement ;

La décision est prise par le président de l'établissement en application de critères généraux et des orientations stratégiques fixés par le conseil d'administration, dans la limite de 10 % des étudiants inscrits, non comprises les personnes mentionnées à l'article R. 719-49.

L'exonération peut être totale ou partielle.

Disposition introduite par [le Décret n° 2019-344 du 19 avril 2019](#) relatif aux modalités d'exonération des droits d'inscription des étudiants étrangers suivant une formation dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur

Exonération totale ou partielle possible

- Exonération partielle générale décidée par la grande majorité des universités
 - 55 : exonération partielle générale
 - 34 : exonération partielle sous conditions pour la rentrée 2020 (exonération pour certaines catégories d'étudiants sur critères sociaux, en fonction du pays de destination, etc...)
- Exonération partielle générale décidée par l'université de Tours pour 2019-2020 et 2020-2021 = tous les étudiants étrangers payent les mêmes frais d'inscription que les étudiants français/UE.
- Proposition de reconduction pour l'année 2022-2023
- Raison : frais différenciés inadaptés au profil des étudiants accueillis aux ressources limitées, plafond des 10% non atteint

Plafond de 10%

- Exonération permise « dans la limite de 10 % des étudiants inscrits, non comprises les personnes mentionnées à l'article R. 719-49 »
- Numérateur: étudiants exonérés par l'établissement

SAUF :

Bourses du Gouvernement Français - BGF (MAE, ex : Eiffel)

Bourses sur critères sociaux -BCS

Pupilles

Exonérations d'ambassades

Conventions d'échange et programmes internationaux

Formations à distance

Publics empêchés

Plafond de 10%

- Dénominateur : tous les étudiants UE et hors UE inscrits (y compris DU et autres types d'inscriptions)

SAUF :

Formation continue et auditeurs libres

BGF, BCS et pupilles

Apprentis en formation initiale

Pour les textes pertinents voir [ici](#)

Pour les modalités de calcul voir [ici](#)

Plafond de 10%

Année de l'inscription	2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Étudiants exonérés par l'établissement (hors BGF, BCS et pupilles, exonérations d'ambassades, conventions d'échange, programmes internationaux, formations à distance, publics empêchés)	1 566	1 527	1 351	1 429
Tous étudiants communautaires et extracommunautaires inscrits (y compris DU et autres types d'inscriptions), hors formation continue et auditeurs libres, hors BGF, BCS et pupilles, y compris apprentis en formation initiale	16 117	18 237	19 843	20 805
Proportion d'étudiants exonérés	9,72%	8,38%	6,79%	6,87%

Et après ?

- Nécessité de mener une réflexion globale sur l'accueil de ces étudiants
 - Maintien de l'exonération partielle générale pour les années à venir ou choix d'une exonération partielle sous condition ?
 - Renforcement de l'accueil de ces étudiants
 - Développement de partenariats privilégiés ?
- Proposition de constituer un groupe de travail sur la question

<i>Type d'exonération</i>	<i>Politique d'exonération</i>	<i>Nom de l'établissement</i>
Exonération générale	Exonération partielle*	Université Paris Saclay
		Université Jean Moulin Lyon 3
		Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines
	Exonération partielle générale**	Université Le Mans (Maine)
		Université Paris-VIII
		Université Lyon-I
		Université Lyon-II
		Université de Chambéry
		Université Aix-Marseille
		Université d'Angers
		Université de Besançon
		Université de Dijon
		Université de Nantes
		Université Toulon
		Université de Tours
		Université de Strasbourg
		Université de Reims
		Université Paris-I
		COMUE Bourgogne Franche-Comté
		Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérotechnique
		Ecole nationale des ingénieurs de Tarbes
		INP Toulouse
		Université d'Avignon
		Université Bordeaux-III
		Université de Caen
		Université Clermont Auvergne
		Université Côte d'Azur
université de Corse		
Univerité du Havre		
Université de la Rochelle		
Université de La Réunion		
Université de Nîmes		
Université Paris-X		
Université de Poitiers		
Université de Rennes		
Université de Rouen		

		Université Toulouse-II
		Université de Technologie de Belfort-Montbéliard
		Université de Picardie Jules Verne
Exonération sous conditions	Exonération partielle selon le diplôme préparé.	Université Clermont Auvergne
	Exonération partielle au regard des orientations soutien de formation d'excellence et promotion de la francophonie. Exonération partielle ou totale au regard du parcours individuel.	Université Toulouse
	Exonération totale avec/sans avis commission.	Université Grenoble Alpes
	Droits différenciés pour les étudiants extra-communautaires primo-arrivants sauf M1 et 2 à 500 €, L3 à 350 € et licence pro à 350 €.	Université Clermont Auvergne
	Pas d'exonération sauf en cas de convention.	ENS Chimie Montpellier
	Exonération partielle pour les étudiants primo arrivant inscrits en master international et au titre d'ingénieurs qui ne sont pas concernés par un accord international (échange ou double diplôme).	Ecole nationale supérieure de mécanique et microtechniques
	Exonération partielle pour les ressortissants des 19 pays prioritaires à l'aide française au développement, les étudiants francophones et ceux issus d'établissements avec lesquels un accord a été passé.	Ecole nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
	Exonération partielle des étudiants extra-communautaires s'inscrivant pour la première fois en licence ou en master.	IEP Toulouse
	Exonération partielle / totale sur critères sociaux (100%, 75%, 50%, 25% du montant des droits différenciés).	INP Grenoble
	Exonération partielle pour les primo-entrants et compte tenu d'orientations stratégiques.	INSA Rennes
	Exonération partielle pour les primo-entrants et compte tenu d'orientations stratégiques.	INSA Toulouse
	Exonération partielle annuelle -durée cycle master.	MNHN

Exonération partielle générale et totale au regard de la situation individuelle.	Université de Mulhouse
Pas d'exonération générale des EEC.	Université Paris II Assas
Exonération partielle pour la première inscription des étudiants extra-communautaires.	Université Toulouse-I
Exonération partielle pour la première inscription des étudiants extra-communautaires.	Université Toulouse-III

*Exonération partielle : l'étudiant est exonéré des frais différenciés, il paie les mêmes frais que les étudiants communautaires.

**Exonération partielle générale : pour tous les étudiants, sans critères d'attribution.